

Un nouveau CEO pour Bioxodes, la biotech qui s'inspire de la salive de tique.

PAGE 13



Marc Dechamps, nouveau CEO de Bioxodes.

18
mardi 18 octobre 2022
www.lecho.be

En deux mois, l'indice Bel 20 a fondu de plus de 30 milliards d'euros.
PAGE 24

Vers une indexation fiscale record en 2023.
PAGE 3

L'Echo

Les prix du gaz ont chuté sur les marchés. Et sur la facture?
PAGE 3

Comet lance une nouvelle filière de recyclage de pneus.
PAGE 4
ÉDITO PAGE 2

141^e ANNÉE BEL 3,30 € N°206 LUX 3,80 €



Le conclave budgétaire annonce deux années difficiles pour les chemins de fer. En particulier pour le réseau.

Infrabel ne verra pas la couleur du milliard de la BEI avant 2025

MATHIEU COLLEYN

Georges Gilkinet s'est-il montré un peu trop enthousiaste dans la foulée des négociations budgétaires? Le ministre écolo de la Mobilité a librement annoncé que 2 milliards d'euros seraient investis dans les chemins de fer sur 10 ans. À l'analyse, il apparaît qu'une petite part seulement de ce montant est garantie à 100%. Sur les deux milliards qui doivent s'inscrire dans les trajectoires du contrat de service public de la SNCB et du contrat de performance d'Infrabel, tous deux encore en négociation, 215 millions seront attribués sur deux ans selon une répartition encore à finaliser entre les deux entreprises. Le solde devra donc être confirmé par le prochain gouvernement. Le milliard restant repose sur un prêt de la Banque européenne d'investissements (BEI), avait précisé M. Gilkinet.

Mais au terme d'un échange musclé avec le Premier ministre en kern vendredi, il a été conclu que cet argent frais destiné à des investissements dans le réseau ferroviaire ne sera pas mis à la disposition d'Infrabel sous cette législation. Le ministre de la Mobilité a bien tenté d'arracher une première tranche d'emprunt de 100 millions dès l'an prochain, à approuver l'Écho. Il fut rebalké net par Alexander De Croo. «Cela aurait modifié tout le budget», justifie un proche du gouvernement.

Infrabel va devoir revoir ses plans
Pour cause, Infrabel est une entreprise publique consolidée et sa dette, contrairement à celle de la SNCB, est donc directement intégrée à celle de l'État. Il y a un accord de principe pour ce prêt, mais il y a encore du travail à fournir, dit Georges Gilkinet. Je reviendrai au gouvernement d'ici au 28 février avec un dossier visant à autoriser Infrabel à s'endetter à hauteur de 1 milliard d'euros. Mais cet endettement ne pourra

«2023 et 2024 seront pour le rail des années difficiles marquées par la hausse des coûts des salaires et de l'énergie.»

GEORGES GILKINET
MINISTRE DE LA MOBILITÉ

intervenir qu'en 2025, avec un délai de cinq ans pour le début du remboursement du capital, ajoute-t-il. Ces moyens serviront à finaliser le PER, à l'entretien de l'infrastructure et à des investissements chargés d'augmenter la part modale du rail dans le transport de passagers et de marchandises.

«2023 et 2024 seront effectivement des années difficiles marquées par la hausse des coûts des salaires et de l'énergie», concède Georges Gilkinet. En attendant d'éventuels changements lors du contrôle budgétaire de mars, le résultat du conclave n'arrange pas les affaires d'Infrabel, qui a besoin d'investissements lourds à court terme. En juin dernier, l'entreprise avait évalué ses besoins complémentaires à 300 millions chaque année à partir de 2023, y compris pour financer des coûts de fonctionnement. L'an prochain, elle devra se contenter de 15 millions à partager avec la SNCB. Va-t-on vers des fermetures de lignes? «Nous n'avons pas encore pris officiellement connaissance des décisions

du gouvernement», réagit Frédéric Sacré, porte-parole d'Infrabel. «Une fois qu'on les aura, on établira des plans qui correspondent au cadre budgétaire qui nous est donné».

«Moment de vérité?»

Par ailleurs, sur la provision de 250 millions réservée par le gouvernement pour faire face à la hausse des coûts de l'énergie en 2023, Georges Gilkinet en a obtenu 108 pour le rail. «C'est pour le premier trimestre», indique-t-il. Pour rappel, la SNCB a elle seule annoncé une hausse de ses coûts énergétiques de plus de 300 millions d'euros en 2023.

Georges Gilkinet avait évoqué un «moment de vérité» pour le rail. A-t-il été entendu? «J'aurais aimé apporter plus de visibilité aux deux entreprises», répond-il. Mais le prochain ministre de la Mobilité aura toutes les dépenses complémentaires fixées noir sur blanc, complète-t-il en rappelant que la Vivaldi a réinvesti significativement dans le rail après des années de diète.

PUBLICITE

SABATOSHOP
L'élégance de SABATO chez soi





Disponible exclusivement sur sabatoshop.be



La Deux

Éditorial

Serge
Quoidbach



Le monde d'hier n'existe plus, celui de demain reste à construire. C'est le tournant que doivent prendre nos entreprises. La meilleure manière, aussi, de se protéger de la crise tricéphale que nous vivons actuellement.

Une crise, c'est aussi des opportunités

Il y a deux façons pour une entreprise d'affronter la crise qui l'assaille. La première, c'est se lamenter, appeler à l'aide, réduire la production. Une option qui se clame haut et fort, et pour cause, nos entreprises souffrent d'une conjonction pernicieuse de plusieurs maux: les prix de l'énergie, la hausse des salaires et, on en parle moins alors que la tension reste intense, les difficultés d'approvisionnement.

La seconde option qu'ont les entreprises est moins spectaculaire, mais bien plus structurante: prendre le taureau par les cornes et rechercher dans cette crise toute opportunité qui se présente. Du terrain nous parviennent de plus en plus de témoignages d'industriels qui actent ce qu'ils estiment être un changement profond et durable de leur métier. Pour eux, le discours à tenir est clair: on ne pourra plus faire notre business comme avant. En d'autres termes, pour survivre, il faudra vivre autrement, produire autrement, acheter autrement.

C'est ce que nous enseignent par exemple l'initiative de Comet, spécialiste wallon de recyclage de déchets, qui lance une nouvelle filiale de valorisation des pneus usés, non comme intrant pour la production de terrain synthétique ou comme source d'énergie pour les fours des cimenteries, toutes deux en déclin, mais comme matière première pour la

fabrication... de pneus. De quoi créer une véritable économie circulaire, locale, et faire face aux défis environnementaux et d'approvisionnement, deux visages du nouveau monde face auquel les crises à répétition nous précipitent aujourd'hui.

Ces mouvements de fond, on les retrouve de plus en plus, comme le prouve l'actualité récente de nos entreprises. Qu'on en veuille pour preuve l'investissement de Solvay à La Rochelle pour devenir le fournisseur européen incontournable de terres rares, pré carré historique de la Chine; Umicore, qui est en train de créer une production totalement intégrée de batteries, avec du recyclage en pagaille; mais également les tournants que prennent de grands noms énergivores comme le site gantois d'ArcelorMittal ou Carmeuse, qui ont chacun développé des chaînes de partenariats pour que les émissions des usines alimentent la production des autres.

Loin d'une compréhension, mais vaine sidération, loin d'un appel sans espoir à des autorités en peine budgétaire, ces histoires du terrain industriel, et bien d'autres, suivent une direction que nous obligent à prendre les forces centrifuges en jeu: privilégier la transition, la circularité, le partenariat, bref, accompagner le changement plutôt que pleurer sur un monde en train de disparaître. Une crise, c'est aussi une liste d'opportunités. À nous de les saisir.

Épinglé par Vadot



Portrait

Lachlan Murdoch



Le rapprochement des pôles presse/édition et audiovisuel pourrait consolider le pouvoir du fils aîné de Rupert Murdoch. Son frère a d'ailleurs quitté pour de bon l'empire familial.

SIMON SOURIS

Moins de dix ans après la séparation des pôles presse et édition (News Corp) et audiovisuel (devenu Fox Corporation suite à la vente de 21st Century Fox à Walt Disney), le groupe du magnat des médias australo-américain Rupert Murdoch pourrait bientôt faire un à nouveau.

Une commission spéciale a été formée pour en explorer la possibilité, a-t-on appris en ce début de semaine. Des titres comme le Wall Street Journal, le Times et le New York Post notamment pourraient ainsi se retrouver logés sous la même enseigne que Fox News.

Objectif? Améliorer la trésorerie en vue d'acquisitions ou de retour

sur capital actionnaires, réaliser des économies d'échelles, mais aussi muscler l'offre face à des concurrents tels que Warner Bros, Discovery (CNN, HBO, Eurosport...) et Amazon (Amazon Originals, Prime Video, Audible, Twitch, Amazon Music, Prime Gaming...).

Mais au-delà de cela, l'opération aurait aussi et surtout pour effet de consolider le pouvoir du fils aîné de Rupert Murdoch, Lachlan (51 ans), actuel CEO de Fox Corporation et co-président de News Corp.

Retournement

Ce qui est pour le moins surprenant. Et pour cause, Lachlan Murdoch a défendu tout l'inverse de l'opération actuellement à l'étude en 2019, dans une présentation aux investisseurs. Il y a déclaré que la scission a permis au groupe de revenir à ses racines en tant que «société agile, imaginative, entrepreneuriale et parfois contraignante.» L'intéressé est même allé jusqu'à dire qu'il ne voyait «aucune logique» à inverser ce qui était vu alors comme un choix «déterminant».

Visiblement, sa façon de penser a changé, évoquant des personnes au fait des projets de l'entreprise citées par nos confrères outre-Atlantique. Et ce, parce que le paysage médiatique lui-même a changé, les consommateurs étant de plus en

plus nombreux à visionner du contenu en ligne. Fox et News Corp ont tous deux développé leurs offres numériques ces dernières années et Lachlan pense qu'il peut tirer parti à la fois des médias traditionnels et des nouveaux médias à l'avenir.

Préparation

Il faut dire qu'il connaît bien la maison. Après avoir été progressivement formé à la succession de son père dès l'âge de 18 ans, notamment dans les journaux australiens du groupe, Lachlan était nommé directeur exécutif de News Corp six ans plus tard. Après quasiment une décennie de développement sans embûche, il avait démissionné en 2005 pour des raisons restées obscures.

Cela avait permis à son frère, James, de devenir à son tour le «fils préféré», jusqu'à ce qu'il se fourvoie dans le scandale des écoutes téléphoniques de News of the World, journal centenaire qui a depuis cessé d'imprimer. Depuis 2014, malgré les malheurs et indélicatesses de son jeune frère, Lachlan était encore au second plan. Ce n'est plus le cas aujourd'hui; d'autant que James Murdoch a quitté pour de bon l'empire familial en 2020, invoquant des désaccords sur ce qu'est l'information et la stratégie notamment.

CV EXPRESS

- Né le 8 septembre 1971 à Londres.
- Il a étudié à l'université de Princeton.
- Il est marié et père de trois enfants.
- Il est CEO de Fox Corporation et co-président de News Corp.

L'essentiel

Et si la Belgique devenait experte du recyclage du pneu en pneus?

LE RÉSUMÉ DOMINIQUE LIESSE

Comet annonce l'investissement dans une nouvelle déchiqueteuse de pneus.

Pour le groupe, c'est surtout l'opportunité de s'atteler à son objectif à 4-5 ans: créer la première filière de valorisation du pneu usé.

Comet veut propulser le traitement du pneu dans l'environnement de l'économie circulaire: du pneu usé au pneu neuf.

Présent dans le recyclage et le déchiquetage des pneumatiques usés depuis une vingtaine d'années, Comet veut aujourd'hui, via sa filiale Comet Tyre Recycling, ajouter une corde à son arc et créer une véritable filière intégrée de valorisation.

Le marché du pneu usé se décline en effet en trois activités: la collecte, le prétraitement par déchiquetage et la valorisation. Comet, spécialiste du recyclage de matières issues de nos déchets, est actif dans les deux premiers métiers. À l'horizon de 4-5 ans, le groupe souhaite investir dans la valorisation industrielle du pneu usé, parent pauvre de l'industrie du recyclage.

Du terrain de foot à la table de jardin

Qu'entend-on par valorisation? À ce jour, une fois broyés, les pneus usés – qu'ils soient issus des automobiles, des poids lourds, des engins civils ou des engins agricoles – sont transformés en produits tels que des sols ou murs d'insonorisation, des terrains de gazon artificiel, des poignées, du mobilier urbain, de l'asphalte...

Les pneus non réutilisables servent aussi de sources d'énergie pour les fours des cimenteries. «Aujourd'hui, ces deux marchés sont en déclin. On veut de moins en moins de terrains de sport synthétiques pour des questions d'environnement, de santé publique, parce que le liège est désormais utilisé. Quant à l'industrie cimentière, elle se tourne de plus en plus vers des matériaux d'autres industries et qui brûlent mieux», explique Pierre-François Barel, CEO de Comet.

De pneus à pneus

Comet veut donc propulser le traitement du pneu dans l'environnement de



Les broyats de pneus pourraient bientôt servir grâce à l'expertise du belge Comet à la production de nouveaux pneus.

l'économie circulaire: du pneu usé au pneu neuf.

Pour ce faire, le groupe planche sur les différentes technologies en phase de développement. «Il y a actuellement beaucoup de technologies sur le marché, mais aucune n'est aujourd'hui arrivée à maturité». Comet est donc en phase de test de ces différentes technologies avec comme objectif d'en arrêter une d'ici à un an. Ensuite, le groupe tentera d'envisager ses déclinaisons industrielles possibles. L'investissement est certes colossal. Il est question de dizaines de millions d'euros.

La suite des opérations reste soumise à de nombreux points d'interrogation, comme notamment le site wallon qui accueillera cette nouvelle usine: Obourg? Strepy? Ailleurs en Wallonie?

Autre question: Comet agira-t-il seul ou épauler par un partenaire? La quête d'un partenaire n'est pas exclue sans toutefois être déjà à l'agenda.

Première étape

Néanmoins, Comet poursuit son développement étape par étape. Le groupe vient ainsi d'investir 1,6 million

«Il y a actuellement beaucoup de technologies de recyclage du pneu sur le marché, mais aucune n'est aujourd'hui arrivée à maturité.»

PIERRE-FRANÇOIS BAREL
CEO DE COMET

d'euros dans une nouvelle déchiqueteuse. L'engin permettra de proposer un broyat de meilleure qualité et ainsi garantir des rendements élevés lors de la valorisation.

«Nous collectons aujourd'hui 25% du marché belge des pneus usagés. Avec cette déchiqueteuse, nous pourrions accroître la capacité de prétraitement de 30%, soit arriver à 30 ou 35.000 tonnes de pneus traités par an.»

Les seuls 25% sont déjà, selon Pierre-François Barel, suffisants pour alimenter une ligne de valorisation. En cas de manque de déchets de pneus, il sera toujours possible de se tourner vers l'étranger. En effet, si la collecte de pneus nécessite de répondre dans chaque pays à un cahier de charge précis, se procurer des broyats de pneus ailleurs en Europe est parfaitement possible.

Actuellement l'Europe, face au déficit de valorisation du pneu usé, exporte beaucoup de broyats à travers le monde. «Ce serait une opportunité pour ramener cette expertise en Europe.» L'objectif de Comet est en effet d'alimenter l'industrie européenne de pneumatiques.

Jeremy Hunt fait table rase et rassure son camp

Le nouveau chancelier de l'Échiquier britannique a présenté en urgence un nouveau mini budget, qui désavoue la majeure partie des mesures prises par son fugace prédécesseur Kwasi Kwarteng.

JOHANN HARSÇOËT
À LONDRES

Exactement six semaines après sa prise de pouvoir, Liz Truss est toujours Première ministre. Mais c'est une Première ministre déléguée. Jamais, dans l'histoire contemporaine, une occupante du Number 10 n'avait dû faire autant de concessions, y compris après plusieurs années d'exercice. Les députés tory avaient déjà mené la vie dure à Theresa May et Boris Johnson. Mais ces derniers étaient morts avec leurs idées. Cette héritière revendiquée de Margaret Thatcher ne compte pas démissionner, pour l'instant. Sa seule planche de salut sera désormais l'international, domaine dans lequel elle a acquis une certaine stature en tant que chef de la diplomatie entre septembre 2021 et septembre 2022, malgré des postures rigides qui ont été perçues à tort comme une force et qui ont induit en erreur tant d'électeurs tory.

Le temps d'un week-end, le nouveau chancelier de l'Échiquier britannique Jeremy Hunt a déjà pu assoir son autorité. En raison de la gravité de la situation économique, il est ainsi devenu un vice-premier

ministre de fait, en copiant les grandes lignes du programme de Rishi Sunak, ministre des finances de Boris Johnson de 2020 à 2022, et finaliste malheureux de l'élection du parti conservateur l'été dernier.

Un écart immense

L'écart entre le programme économique ultra-libéral qu'a essayé de mettre en place Liz Truss le mois dernier, et celui plus orthodoxe que les députés tory ont réussi à imposer de force en plaçant Jeremy Hunt à l'Échiquier, est immense. La Première ministre a d'ailleurs rejeté la requête de l'opposition travailliste de s'exprimer devant les Communes, ce lundi, dans la foulée du discours de Jeremy Hunt. Elle a préféré envoyer son allié Penny Mordaunt, leader de la chambre des Communes.

Seulement 72 heures après avoir été désigné à la place de Kwasi Kwarteng, dont le mini-budget présenté à la fin du mois de décembre avait plongé la City dans une panique inédite depuis la crise financière de 2008, Jeremy Hunt a fait table rase de la quasi-totalité des mesures prévues. La taxe à 45% sur les plus hauts revenus et l'imposition de 25% des bénéfices des entreprises avaient déjà été maintenues. Jeremy Hunt est allé plus loin, en indiquant que l'impôt sur le revenu allait finalement rester au taux de 20%, alors qu'une baisse à 19% était prévue. Le commentaire accompagnant cette décision est une autre critique en creux de Liz Truss, puisque

le chancelier a indiqué que ce taux restera inchangé «indéfiniment, jusqu'à ce que le contexte économique permette une baisse.»

Dans un contexte de très forte inflation et de hausse des taux directeurs, Kwasi Kwarteng avait au total prévu 45 milliards de cadeaux fiscaux sans donner de détails leur financement. Seule satisfaction symbolique pour Truss: la confirmation de la suppression de la taxe sur les bonus des

Seulement 72 heures après avoir été désigné à la place de Kwasi Kwarteng, Jeremy Hunt a fait table rase de la quasi-totalité des mesures prévues.

LES MARCHÉS RASSURÉS PAR LE RÉTROPÉDALAGE DE HUNT SUR LE BUDGET

Le 23 septembre dernier, le désormais ex-ministre britannique des Finances, Kwasi Kwarteng, annonçait un «mini-budget» controversé, plongeant les marchés dans le chaos. Face à l'envolée des taux d'emprunt britanniques et afin de soutenir la livre sterling, le gouvernement britannique se devait de réagir. Voici chose faite. Jeremy Hunt, le nouveau Chancelier de l'Échiquier, est revenu ce lundi sur la quasi-totalité des projets de baisses d'impôts massives et non financées du budget précédent.

Pour Credit Suisse, un revirement fiscal était la «seule option crédible». Les marchés ont apprécié: ces annonces ont fait plonger les taux, tandis que les

bourses européennes ont terminé dans le vert, aussi galvanisées par la belle forme de Wall Street. Ainsi, le rendement des obligations britanniques à 30 ans, qui baissait déjà avant les propos de Hunt, ont chuté de 48 points de base à 4,37%.

Une baisse journalière d'une telle ampleur est extrêmement rare sur le marché obligataire. Dans le sillage des rendements britanniques, les taux à long terme des principaux États de la zone euro ont aussi cédé du terrain. De son côté, la livre grimpeait de 2,10% vers 18h, et a accru ses gains du début de séance. «Hunt s'est frayé un chemin entre l'imperatif politique et l'imperatif économique», souligne James Athey,

banquiers et du droit de timbre sur certains biens immobiliers. Face aux députés, Jeremy Hunt a rappelé que «la raison pour laquelle le Royaume-Uni a toujours réussi, c'est parce que dans les moments difficiles, nous avons su prendre des décisions dures pour les intérêts de long terme du pays, de façon cohérente par rapport aux valeurs de compassion conservatrices. C'est ce que nous faisons maintenant.» Le recentrage de la politique

économique du pouvoir conservateur suit celui initié par Boris Johnson en début d'année. L'annonce, par Jeremy Hunt, d'un plafond des tarifs énergétiques au-delà de l'an prochain est un signe adressé à l'électorat du Labour, alors que les intentions de vote en faveur de ce parti atteignent des niveaux comparables au sommet de l'ère Tony Blair (55%, contre 23% pour le parti conserva-

teur). «Nous avons évidemment déjà eu une réaction (du marché) positive à l'ouverture, et le fait que nous ayons continué à voir les rendements des gilts (obligations gouvernementales du Royaume-Uni) baisser est logique.» Vendredi dernier déjà, la Première ministre britannique Liz Truss avait fait marche arrière sur une partie du budget précédent, sans parvenir à satisfaire les marchés.

Les taux britanniques avaient même terminé la séance en hausse, les investisseurs estimant notamment que la cheffe d'État n'avait pas été assez loin. Mais un autre élément permet d'expliquer ce mouvement boursier: vendredi était le dernier jour de

l'intervention exceptionnelle de la Banque d'Angleterre (BoE). Pour rappel, cette dernière avait dû intervenir d'urgence, à la suite du mini-budget de Kwarteng, en achetant des obligations britanniques sur le marché afin d'assurer la stabilité financière.

Ce lundi, elle a toutefois confirmé la fin de ses rachats de gilts et annoncé qu'elle recommencerait à vendre des obligations d'entreprises dès la semaine prochaine. «Il sera difficile de combler entièrement le déficit budgétaire et, sans les achats d'obligations de la Banque d'Angleterre, il pourrait être difficile de maintenir la reprise des gilts», soulignent les analystes James Smith et Antoine Bouvet.

C. R.